

LA LETTRE AUX ADHERENTS

de peuple et culture

numéro 4- mai 1991

E D I T O R I A L

SOMMAIRE

➔ Editorial 1

➔ Introspection :

➔ La parole au
Président 4
➔ Militantisme et/ou
professionnalisme?... 6

➔ Reflets : le point
sur les séminaires et
groupes de travail

➔ séminaire rural 11
➔ séminaire interna-
tional 12
➔ cultures dans la
ville 13 - 14
➔ le groupe culturel 15
➔ Où en est la formation
des adultes ? Guy
Jobert en Corrèze 16

➔ Les prochaines
rencontres :

➔ l'Université d'été 17
➔ le colloque de
Sherbrooke 20
➔ le colloque PEC -
ADELS 21
➔ l'anniversaire de la
loi de 1971 22

➔ Pec Show 23

➔ Infos
Régionales 24

*E*n septembre dernier, l'Université d'été de Marly-le-Roi nous avait donné l'occasion, après une période de

flou artistique, d'entreprendre un travail de reconnaissance des actions menées ici et là par les différentes associations qui constituent le mouvement Peuple et Culture aujourd'hui.

Centrées sur nos modes d'intervention, de l'accompagnement de projet à l'exposition en passant par le voyage, les séances en ateliers nous avaient permis d'interroger la façon dont l'Education Populaire prend corps au sein de Peuple et Culture, au travers de ses outils.

Cette année, nous avons formé le projet de poser «la question de conscience» : questionner le sens de nos actions et de notre inscription, en tant qu'individus ou en tant qu'équipes locales dans un mouvement national, mais aussi en tant que mouvement, dans le contexte de la société française actuelle.

Il ne s'agit donc plus de savoir ce que nous faisons, mais pourquoi nous le faisons, quelles sont les valeurs qui nous agitent, le sens de notre démarche, et à partir de là, sonder l'écart entre nos pratiques et nos discours.

Car ces valeurs, quelles sont-elles ? A force de les invoquer, d'y faire allusion à travers le mythe des origines de Peuple et Culture, on finit par ne plus savoir les nommer précisément. Rendre la culture au peuple et le peuple à la culture : le mot d'ordre de nos aînés ne serait-il pas devenu une simple formule incantatoire, le «sésame ouvre-toi» d'une histoire que nous sommes pourtant loin de tous partager ? Bien sûr, chacun d'entre nous, permanent ou adhérent, n'est pas à Peuple et Culture par hasard. Mais si l'on nous interrogeait sur les raisons qui fondent notre présence dans le mouvement, ferions-nous tous la même réponse ? Aurions-nous même tous une réponse ?

D'aucuns diront que la multiplicité des parcours et des approches qui coexistent à Peuple et Culture en fait toute la richesse. Sans doute. Mais, pour que notre existence et notre affirmation en tant que mouvement national continuent à se justifier, qu'elles aient un fondement et une cohérence, n'est-il pas temps de décliner les valeurs qui nous rassemblent, ce «référentiel» sans lequel nous ne partagerions rien d'autre qu'une étiquette et le vague souvenir d'un élan collectif.

Telle est donc notre ambition pour cette université d'été 1991 : au-delà des références obligées, identifier tout d'abord ces valeurs qui orientent notre action et les interroger à la lumière de nos lieux et modes d'intervention, les requalifier peut-être, ou au contraire réaffirmer toute leur signification et pouvoir veiller ensuite à mieux les traduire en actes.

Peut-être, pour éclairer notre propos, faudrait-il poser la question en d'autres termes : envisager l'utilité sociale qui est ou

qui pourrait être celle de Peuple et Culture et marquer ainsi sa spécificité. Dans cette optique, les deux journées et demie de l'Université d'été nous permettront d'analyser ce qui dans nos discours renvoie à une tradition ou à une «culture Pec» centrée sur cette notion d'utilité sociale, de mesurer les décalages que lui imposent nos conditions actuelles d'existence et de financement et, à partir de là, de définir un projet collectif qui nourrisse l'image de Peuple et Culture et donne un sens à notre adhésion commune à un mouvement.

De toute évidence, un travail comme celui-là ne s'improvise pas. C'est pourquoi, au delà des réunions du groupe chargé de l'organisation de ces journées, nous avons souhaité amorcer le débat dans ce numéro en y présentant un certain nombre d'éléments à partir desquels vous aurez, nous l'espérons, envie de réagir et de nous adresser vos suggestions.

La Lettre aux Adhérents n°4 s'ouvre sur ces textes.

Viennent, tout d'abord, deux contributions : celle du Président de Peuple et Culture, Jean-François Chosson, qui engage la discussion de façon très concrète et s'interroge sur l'actualité de certaines références pecquiennes (pages 4 à 6); celle de Michel Gasperin ensuite qui tente d'analyser la dichotomie militant/professionnel et brosse un tableau très polémique de nos associations où l'intérêt du salarié et l'engagement du bénévole se mêlent et se confondent parfois (pages 7 à 11).

Puis une trame vous est offerte sous forme de listing (pages 17 à 19), sorte de mise à plat des valeurs que nous avons pu repérer, de manière un peu mécanique, en lisant ou relisant certains documents produits hier ou avant hier au sein du mouvement.

Se dessinent ainsi plusieurs fils conducteurs que nous souhaitons dénouer et suivre avec vous lors de l'Université d'été.

Cependant, précisons tout de suite que le débat ne sera pas planant, mais qu'il s'ancrera solidement au contraire dans une confrontation, sans masochisme mais aussi sans complaisance, entre les discours et les pratiques de Peuple et Culture. Si nous militons pour l'éducation du citoyen, en quoi contribuons-nous à la création et à la reconnaissance d'espaces de parole et de décision? Notre fonctionnement à l'interne est-il à la hauteur de nos ambitions pour autrui? Que signifie notre implication massive dans les dispositifs de lutte contre le chômage? En nous inscrivant ainsi dans des modèles institutionnels, ne sommes-nous pas complices d'une sectorisation qui canalise l'exclusion plutôt que de la combattre; et alors même que nous prônons l'apprentissage de l'autonomie, n'avons-nous pas tendance à conforter un système dans lequel l'individualisation des parcours réduit autant les perspectives sur la société et ses dysfonctionnements qu'elle en ouvre sur l'individu et ses potentialités?

Ne devrions-nous pas plutôt offrir aux gens, quelle que soit l'approche choisie, un espace de réflexion critique, hors de toute allégeance politique certes, mais dont l'originalité serait là : à une époque où le social est accepté comme une donnée de la nature, avec le même fatalisme conservateur, être un lieu où s'inventent et se diffusent des moyens permettant de penser la société dans la globalité et de construire des alternatives autrement qu'en termes de projets individuels ou trop sectoriels.

Autant de questions et d'autres encore (que vous ne manquerez pas de nous suggérer après la lecture de ce numéro) autour desquelles s'organiseront les séances en ateliers, liant chacune une analyse des phénomènes évoqués à l'interne et à l'externe, associant directement, comme l'an passé, des acteurs du mouvement, des animateurs et des témoins extérieurs.

Outre ces préparatifs de l'université d'été, les activités se multiplient au siège de l'Association nationale puisque celui-ci accueille régulièrement les participants de plusieurs

séminaires qui se sont mis en place progressivement. Vous trouverez dans les pages qui suivent un reflet de ces rencontres, bimestrielles pour la plupart, auxquelles vous pouvez encore vous inscrire, et une annonce des principales manifestations que nous sommes en train de préparer.

Qu'il s'agisse de développement local, de la dimension culturelle du développement social urbain ou d'une approche croisée des pays d'Europe de l'Est, elles conjuguent toutes apports théoriques et retour réflexif sur les pratiques. Souhaitons que l'écho qui en est donné ici vous incite à vous associer à ces travaux et à en suivre la progression à travers les différents textes auxquels ils donneront lieu.

Enfin, vous retrouverez en page 23 la rubrique inaugurée dans le précédent numéro, Pec Show, le calendrier des temps forts de Peuple et Culture, et les perspectives qu'il offre sur la vie du mouvement.

Rappel

L'université d'été se déroulera les 1er, 2 et 3 septembre à une vingtaine de kilomètres au nord de Paris, au CPCV de Saint-Prix.

Corinne Baudelot

L'Université d'été des 1-2-3 septembre 1991 sera à nouveau l'un des temps forts de réflexion sur les finalités de Peuple et Culture. Il conviendra, dans les discussions que nous espérons passionnées, d'éviter un double écueil :

- la fuite en avant dans des débats hors du temps et de l'espace sur des grands problèmes philosophiques : l'humanisme, la laïcité, la démocratie...
- ou encore, l'enlisement dans des problèmes spécifiques à l'association sur les relations entre le national et les régions, la politique internationale et ses aléas...sans oublier les inévitables problèmes financiers.

Selon l'expression de Jaurès, il nous faudra "aller à l'idéal et comprendre le

Jeunesse et les Sports, Peuple et Culture fonctionnait avec un nombre très réduit de permanents et percevait une subvention. Les temps ont bien changé.

Aujourd'hui, Peuple et Culture est agréé par plusieurs Ministères. Ne convient-il pas de réfléchir à ce que cela suppose comme engagements réciproques ? En particulier, la création au Ministère de l'Education Nationale du CNAECEP ne pose-t-elle pas en termes nouveaux nos relations avec cette administration ? Qu'en est-il de nos liens avec l'Agriculture, la Jeunesse et les Sports, la CNAF ?

...mais Peuple et Culture est également une entreprise. Désormais, les associations fonctionnent avec des conventions et elles sont animées par des collectifs regroupant permanents, travailleurs précaires et bénévoles.

Comment concilier l'esprit convivial inhérent à la vie associative et la nécessaire rigueur gestionnaire (et la hiérarchie) caractéristique des systèmes qui doivent affronter la loi du marché ?

Jusqu'où doit jouer la solidarité entre le national et les régions qui ont un siège social, un Conseil d'Administration, des modes de recrutement et de financement autonomes ?

Plus largement, quelle est la place des associations "traditionnelles" d'éducation populaire et des nouveaux mouvements sociaux : écologistes, consommateurs, minorités sexuelles ou ethniques...?

réel", autrement dit, fidèles en cela à la méthode d'entraînement mental, partir des problèmes tels qu'ils se sont posés au mouvement depuis l'Assemblée Générale de Nîmes en les rattachant aux évolutions générales qui traversent notre société, et plus encore, étant donné notre vocation internationale, "l'économie-monde".

Trois thèmes fondamentaux pourraient être abordés :

Tout d'abord Peuple et Culture est une association, c'est à dire une organisation démocratique fonctionnant selon la loi de 1901. Jusqu'aux années 60 cela ne posait guère de problèmes. Agréé par la

Deuxième piste de réflexion : Peuple et Culture comme mouvement d'éducation populaire inscrit dans une période, historique, au cours de laquelle "le savoir" devient le principal gisement sur lequel s'appuie la productivité des sociétés industrielles, ce que d'aucuns appellent "la révolution de l'intelligence".

UNIVERSITE D'ETE 1991

Éléments pour un débat fécond

Aujourd'hui c'est la possibilité de démultiplier les connaissances par des systèmes experts qui provoque les conditions de flexibilité, d'autonomie, d'innovation qui sont à la source du développement.

Les conditions de travail changent radicalement et exigent l'élévation rapide du niveau de qualification de tous ceux qui sont insérés dans le système productif. Pour les autres, les risques de marginalisation iront croissants. Quelle peut-être la vocation de Peuple et Culture dans cette perspective ?

La culture, l'action culturelle, au sens de la confrontation avec l'oeuvre d'art, est-elle une réponse aux interrogations fondamentales ? Ne convient-il pas de réfléchir sur les actions significatives que le mouvement a promu dans ce domaine qui, de plus en plus, devient un phéno-

nos activités, en particulier les relations franco-allemandes. Malgré beaucoup d'obstacles techniques, les échanges avec les pays de l'Est s'accroissent dans un climat marqué par les incertitudes et le désenchantement.

Dans ce domaine, ne convient-il pas d'adopter une attitude volontariste ? La difficile et souvent douloureuse restructuration d'espaces économiques ne doit-elle pas s'accompagner d'une politique d'échanges avec des pays pour qui "l'association type de 1901", chère aux démocrates français, constitue un mode de fonctionnement ?

Voilà ainsi livrées quelques pistes de réflexion pour un débat qui, j'en suis convaincu, sera fécond.

JEAN-FRANÇOIS CHOSSON

mène de société dans une conjoncture marquée par le crépuscule des grandes idéologies et l'apparition de "nouvelles communautés émotionnelles" au sein de groupes restreints recherchant un sens à leur existence ?

Par ailleurs, la réflexion en cours sur la formalisation des pratiques auprès des groupes de jeunes chômeurs doit-elle être amplifiée ? Qu'en est-il, que doit-il en être des histoires de vie, de l'entraînement mental, des nouvelles technologies dans les régions ?

Troisième thème : les activités internationales de Peuple et Culture constituent toujours un élément fondamental de

Quelques constats préliminaires

Cette angoissante question, provenant généralement de militants-professionnels, semble réservée exclusivement au monde associatif.

Elle intervient souvent dans les périodes de crises, repérées au moment où on ne sait plus ce qui fait sens et valeur quant aux actions entreprises, et semble provenir d'un ultime sursaut éthique de la part de ceux qui la posent. Une autre façon d'interroger ce monde dans lequel le M-P (militant-professionnel) évolue semble se poser plus pragmatiquement dans les termes suivants : comment sauver ma peau et ma conscience au sein d'un monde noyé dans une logique économi-

MILITANTISME ET/OU PROFESSIONNALISME ?... LE MYTHE DE SISYPHE DU MILITANT CULTUREL

que et utilitariste; comme si l'homo faber reprenait le pas d'une façon ou d'une autre sur l'homo economicus.

La façon de mettre en problème les relations entre militantisme et professionnalisme intervient toujours sur la base d'une relation duale et dialectique, ces deux pôles étant présentés comme contradictoires, antinomiques, et représentant les deux faces d'une même médaille. Mais en est-il vraiment ainsi ?

La logique de spécialisation des tâches, qui touche le monde des «travailleurs sociaux», induit fortement ce questionnement, dans un domaine où il

faut être efficace et surtout «rentable» : il s'agit alors de mettre son militantisme au service du professionnalisme, ou le contraire en fonction des cas, mais surtout de «chercher à justifier» a posteriori des actions entreprises dans un cadre strictement économique (eh oui, il faut bien vivre !). En ce sens, il s'agit «d'idéologiser» les actions, c'est-à-dire de produire un discours qui permettra de justifier les décalages existant entre la parole et les actes, au nom de la sauvegarde de sa propre conscience.

Le monde associatif semble s'approprier cette problématique en l'érigant en «question incontournable et insoluble» ; ce détour questionnant permettra ensuite d'avalider les décisions prises, mais dans un cadre toujours régi par une morale utilitariste, la sacro-sainte loi économique (si vous voulez continuer à vous poser la question, travaillez et produisez; dans le cas contraire, vous n'aurez plus à vous poser la question du professionnel car vous serez au chômage !!).

Les acteurs associatifs investis dans le champ du travail social entretiennent malgré eux un malaise permanent à des degrés divers ; le simple fait de poser la question «militant et/ou professionnel ?» revient à s'avouer pour soi-même qu'il est moralement inadmissible de vivre du malheur des autres. Reconnaissance et existence ne sont dues qu'à des interventions au niveau des dysfonctionnements sociaux, à la gestion et à la prise en charge des «malaises de notre civilisation», et à des interventions d'ordre thérapeutique (préventif et/ou curatif) au niveau d'une société toute entière. C'est de ce malaise dont il est question lors d'une telle interrogation ; ce serait tellement clair de n'être que militant... mais alors, comment vivre ? et comment en vivre ?

Le militantisme peut-il s'apprendre ?

Il est incontestable qu'un métier peut s'apprendre, qu'il y a de bons et de mauvais professionnels, que la maîtrise d'une technique ou d'un ensemble de tâches peut s'acquérir «à la longue» ; c'est le métier qui rentre. L'ancienneté est alors gage de reconnaissance, les modes de transmission et la souplesse d'adaptation témoins de la maîtrise d'une «profession».

Le fait de poser la question «militant et/ou professionnel» revient à dire qu'on met sur un pied d'égalité deux termes qui ne recouvrent pas les mêmes concepts, n'ont pas le même mode d'inscription sociale et qui surtout ne sont pas comparables à tous points de vue. Le principal point commun réside dans le fait que ces deux «tendances» peuvent être réunies au sein d'une seule et même personne. A l'instar d'un

MICHEL GASPERIN

métier, le militantisme peut-il et doit-il s'apprendre ? (nous éliminerons ici le traditionnel : «profession ?... militant !).

Ce que n'est pas le militantisme.

Par militantisme, je n'entends pas la reproduction automatique et mécanique de discours, de comportements, d'attitudes stéréotypés qui permettent de donner le «cachet maison» aux actions entreprises.

Dans militantisme je n'inclus pas non plus une appropriation sans intelligence de ce qui fait l'histoire du mouvement ou de la structure dans lesquels j'interviens.

Au nom du militantisme je refuse qu'on me dise ce qu'il faut penser, dire et répéter pour me sentir «partie prenante» de l'association ou de la structure : l'identification et les modes de reconnaissance ne peuvent être dictés à l'avance et ne sont pas reproductibles.

Ce que peut être le militantisme.

On parle souvent de «fibre militante», de «sang qui coule dans les veines». Le militantisme serait plutôt cette attitude d'esprit et cette «tournure» de la raison, issues d'acquisitions de toutes sortes enrobées dans une suite de déstabilisations, d'échecs et de victoires potentialisés dans ce qui constitue «l'expérience de vie» de chacun.

Un des problèmes cruciaux qui se pose aux associations telles que les nôtres est de lutter contre cette évidence qui nous fait croire que le militantisme peut s'apprendre et se transmettre ; la valeur de «l'exemple» butte rapidement contre ses propres limites. Penser que le militantisme peut faire l'objet d'une quelconque transmission reste de l'ordre du discours, surtout quand on s'adresse à de jeunes professionnels (ou à des bénévoles en voie de professionnalisation). C'est par la confrontation de chacun à ses propres problèmes de vie, loin du cocon rassurant d'une profession (ni stable ni bien rémunérée... cela n'empêche !), que les militants en germe auront le plus de chance de se révéler !

Par conséquent, et en rapport avec la problématique abordée, la question militantisme et/ou professionnalisme semble se dissoudre dans sa propre inconscience. On ne peut exiger d'un professionnel d'entrevoir son activité avec plus de militantisme (puisque cela ne s'apprend pas).

Toute la question reste cependant posée de la part de militants «dans l'âme», du moment où ceux-ci, envisageant la compétence professionnelle comme un des outils mis au service de leur militantisme, perdent un certain nombre de repères indispensables qui leur permettent d'engager leurs actions sur un mode éthique. Le recul critique, l'examen des valeurs et l'estimation des effets pervers engendrés par les actions entreprises sont autant de caractéristiques construites, appropriées et intériorisées dans la fameuse «fibre militante», dans ces

fameux moments où la technicité prend le pas sur l'engagement, le monde plus théorique portant sur les valeurs de l'engagement et la transformation des rapports humains.

Dans ce cas, qui correspond à des périodes de désarroi, le militantisme n'est qu'un outil justificateur des actions entreprises, et qui le sont sur le mode de la logique économique «pure et dure».

*L*a sacralisation de la profession

Le fait de poser militantisme et professionnalisme au sein d'une même question revient à comparer deux termes qui ne sont pas comparables (cf. ci-dessus).

Si le militantisme est de l'ordre de

Outre la question du rapport à l'argent, c'est autour de la reconnaissance sociale que s'organisent les professions. Or, dans le cas de la question militantisme et/ou professionnalisme, ce n'est pas du rapport à l'argent dont il est principalement question, mais beaucoup plus de reconnaissance sociale.

Malheureusement, le militantisme n'est pas à l'heure actuelle un outil de valorisation sociale ; de la façon de poser les problèmes découlent les solutions qui permettent d'en venir à bout.

Par conséquent, une des hypothèses de solution au désarroi militant reviendrait à poser la question de mode de valorisation sociale qu'on peut escompter trouver par l'expression de son militantisme ; la sacralisation de la profession se fait aux dépens de ce qui constitue la réelle toile de fond des individus, lesquels cherchent désespérément à être reconnus pour autre chose que pour le métier qu'ils exercent !

l'individu dans sa globalité, le professionnalisme est d'une nature différente. La profession, le métier permettent une structuration du temps (pour au moins le tiers d'une journée), l'établissement de relations sociales institutionnalisées et la définition du temps de loisir (en opposition au temps travaillé). C'est d'ailleurs la négation de ces trois points qui rend le chômage douloureux. En définitive, le mode de valorisation sociale dominant passe exclusivement et d'une façon écrasante par une inscription professionnelle. Cette dernière constatation permet de mettre en évidence un des mythes fondateurs véhiculés par le militant : faire de son travail un lieu d'engagement. L'éthique est sauve (l'engagement), la reconnaissance sociale également (la profession : l'utile est enfin joint à l'agréable !).

*P*incipe de plaisir, principe de réalité

Chacun le sait, ces deux principes sont radicalement opposés.

Le premier obéit aux motivations égoïstes présentes en chacun de nous ; les actions sont alors entreprises de façon à procurer le maximum de plaisir personnel de la part de celui qui les fait.

Le second correspond aux actions menées dans le cadre de ce qu'il faut faire, bon gré mal gré, en vertu de lois morales, de l'intérêt général et du bien commun (à l'échelle d'une société mais aussi d'une association ou de petits groupes d'individus).

Ces deux principes, réellement et radicalement contradictoires, interviennent dans la question qui nous occupe.

Alors que militantisme et professionnalisme ne sont pas les deux bouts du même bâton, plaisir et réalité constituent un couple qui vient constamment interférer avec nos modes de prise de décision ; chaque intervenant du secteur associatif fait varier ses motivations entre les deux pôles que constituent les motivations sociales (cas du militant) et les motivations égoïstes (cas du professionnel). Tout semble se passer comme si des ondes de plaisir ou des appels à la réalité venaient submerger les professionnels associatifs ; en fonction d'événements que je ne suis pas à même d'analyser dans ces lignes.

Puisque la valorisation sociale ne peut passer par le militantisme (cf ci-dessus), les motivations égoïstes se manifestent sous les masques du professionnalisme, de la compétence, de la spécialité. Cette fonction «en alternance» de ce qui peut constituer les motivations des

ailleurs, et qui représentent une force de proposition quant aux grands choix d'orientation des structures pour lesquelles ils travaillent.

Cette question est un des modes d'approche de la problématique du pouvoir au sein des institutions associatives ; le pouvoir et sa gestion présentent de multiples facettes, mais un certain nombre de constantes doivent être examinées pour permettre d'éclairer l'apparente contradiction militant-professionnel.

Comment sont prises les décisions au sein des structures dirigeantes des mouvements ? (qui décide, comment, en fonction de quelles valeurs et dans quelle logique ?).

Quelle est la composition du bureau, du conseil d'administration, en termes de balance et d'équilibre entre bénévoles et professionnels ?

Quelles sont les grandes orientations des associations, et en quoi celles-ci influencent-elles sur une professionnalisation à outrance ? On imagine parfaitement qu'un gonflement des orientations du type «offre de services» va contraindre les associations à miser sur l'aspect professionnel.

Quelle est la politique de recrutement des nouveaux arrivants ? Comment sont gérées les phases «d'initiation», de transmission des valeurs propres à l'association ? Quels sont les contrats moraux qui sont passés, et en fonction de quels critères (professionnels, d'orientation et de choix personnels) ? Quelles sont les marges de manoeuvre des nouveaux arrivants ?

Quelle est la nature des crises traversées par l'association concernée ; crise de l'institution et de son fonctionnement ? Crise des valeurs et des modèles d'identification ? Crise à caractère économique ?

Comment fonctionne la hiérarchie et

individus permet, à mon avis, de poser la vraie source des problèmes : c'est d'avantage sur le niveau de motivation des acteurs qu'il convient de se pencher (dans quelle phase sont-ils individuellement ?) que sur les terminologies de militant et de professionnel (un militant peut-être égoïste et un professionnel altruiste).

*M*ais au fait,

qui pose la question ?

En général, la question qui porte sur l'ambiguïté entre militantisme et professionnalisme n'est pas posée par n'importe qui : elle vient de militants-professionnels, en situation de responsabilité par rapport aux structures employeuses, impliqués dans d'autres mandats par

comment sont définies les notions de responsabilité, de légitimité et d'autorité au sein de la structure.

Cette liste de questions, non exhaustive, n'est là que pour rappeler l'importance de la prise en compte d'une analyse institutionnelle minimale au sein des structures dans lesquelles sont évoquées les problématiques tournant autour des questions de militantisme et de professionnalisme. Ce questionnement est à mettre en relation avec le pouvoir, l'éthique et la survie économique de l'association. Une rigueur méthodologique est de mise, alors qu'on ressent qu'une simple question permet d'embrasser l'ensemble des problèmes de l'association.

En guise de conclusion...

Ces quelques réflexions, hâtivement

rédigées et encore imparfaites, n'ont pu l'être qu'à l'issue d'une pratique de cinq ans dans l'association Peuple et Culture. Ce document est commis au moment où je m'interroge sur ce qui fait réellement valeur au sein du mouvement qui m'héberge, me rémunère, me forme et me donne matière à me forger un jugement sur les fonctionnements humains (et inhumains) de la société dans laquelle il vit.

Ces lignes sont peut-être l'occasion de témoigner qu'il est possible d'être militant et professionnel dans un même temps, sans que cela pose de problème majeur (la réflexion n'empêche pas l'action, elle n'en est qu'un préalable indispensable).

Militantisme et professionnalisme ont à faire avec deux mondes différents. Le

professionnel est guidé par un contexte, le militant a la possibilité de guider le contexte.

L'interrogation sur le militantisme ne doit pas servir au développement d'une morale «utilitariste», permettant de justifier a posteriori des décisions prises de toute façon, mais servant à «préparer» un public, des adhérents ou des salariés à la prise d'orientation qui permettrait d'évacuer les réels problèmes d'éthique que posent les interventions sociales.

Cette interrogation doit pouvoir, si elle est méthodologiquement abordée, créer les conditions de prise de parole collective nécessaires à tout fonctionnement démocratique.

Une réflexion sur les modes de valorisation sociale du militantisme doit être menée et ce, dans le but d'axer l'important sur les faits plus que sur une situation professionnelle.

Une réflexion sur l'éthique, sur les valeurs et les grands axes de développement de nos associations doit être approfondie, en se dégageant momentanément de toute contingence matérielle ; il s'agit alors d'oublier passagèrement du réel pour mieux y revenir.

La prise en compte des principes de plaisir et de réalité qui guident les fonctionnements humains doit retenir toute notre attention.

Le professionnel est guidé par l'action, qu'il entreprend en fonction de résultats de rentabilité que tout le monde attend de lui ; le militant est absorbé par une réflexion sur ces actions, en fonction de valeurs qui ont à voir avec son expérience personnelle et collective, et sa possibilité d'influencer les gens et les situations. Dans ce domaine, les termes de rentabilité, d'efficacité et de technicité sont absents ; au bout du compte, c'est toujours face à lui-même qu'un militant se retrouve (ou se perd).

SEMINAIRE RURAL, MODE D'EMPLOI

Depuis novembre 1990, Peuple et Culture s'offre tous les deux mois un lundi de cure cognitive sur le thème vivifiant du *développement local en milieu rural*.

Le matin, les "séminaristes" venus des quatre coins de la République entament le régime par l'écoute d'un témoin exposant son expérience du rural en mouvement, et le poursuivent l'après-midi avec un expert (selectionné avec rigueur et attention par les GO du séminaire) qui livre ses clés de compréhension du monde rural à l'aube du second millénaire.

Ont déjà défilé à la barre, sur les thèmes de l'emploi, de la culture et de la politique, des intervenants aussi prestigieux que :

Michel Bérard, Secrétaire Général de l'Union Nationale des missions locales rurales

Françoise Gerbaux, chercheur au Centre de Recherche sur l'Administration, le Politique et le Territoire (Grenoble)

Georges Gontcharoff, membre du Conseil d'Administration de l'Adels, conseiller à la rédaction de la revue *Territoires*

Bertrand Hervieu, Directeur de recherche CNRS au CEVIPOF (Centre d'Etude de la Vie Politique Française)

Michel Lostis, Secrétaire Général du CRIDEL (Centre de Rencontres et d'Initiatives du Développement Local)

Jacqueline Mengin, Secrétaire Générale du CELAVAR

Manée Teyssandier, Secrétaire Générale de Peuple et Culture Corrèze.

Chaque exposé, précédé d'un dossier, fait ensuite l'objet d'un compte rendu reprenant l'essentiel des débats.

Qu'apportent ces brainstorming bi-mensuels ?

Quelques solides pistes de réflexion ainsi qu'une batterie salutaire de questions, de

commentaires, d'étonnements.

Les quatre premières journées de travail ont à ce titre prouvé qu'il y avait matière à dissenter sur la modernité potentielle de nos campagnes en termes de mobilité, d'insertion, d'environnement, de métissage...

Les espaces autour desquels se structure le devenir culturel, socio-économique et politique du monde rural méritent des questionnements prospectifs au-delà du roman rustique et des plaidoyers agricoles.

Comme le souligne Bertrand Hervieu, si Méline est mort à Bordeaux, c'est à nous de prouver que le travail de deuil des sociétés rurales est aujourd'hui révolu.

Le propos peut paraître incantatoire. Il n'en relève pas moins, pour les participants du séminaire, comme pour Peuple et Culture, du double registre de la conviction et de la nécessité.

Alain Faure.

Les participants :

Gilles Allaire, Alain Faure, Pierre Muller : pour les *experts*;

Bernadette Maltèse, Gisèle-Edmée Ricou : pour les *particuliers*;

Jean Auteroche, Catherine Ballin, Elyette Benon, Jean-Pierre Dargaud, Jean-Rémy Duran-Gasselin : pour PEC Languedoc-Roussillon et ses espaces IFAD;

Yasmine Bardin, Jean-François Jaquet,

Patrice Lepage, Anne Parlange : pour PEC Isère et Relier;

Catherine Beaumont et Jean Le Monnier : pour PEC National;

Brigitte Biche : pour PEC Loire-Atlantique;

Michel Gasperin, Serge Mevrel : pour PEC Puy de Dôme;

Jean-Louis Masmalet, Josette Poujet : pour PEC Corrèze.

Prochain rendez-vous :

Lundi 17 juin, de 10h à 17h, sur le thème : *Le rural des professionnels ou des militants ?*

INTERNATIONAL

Le secteur International, l'un des piliers de l'action du mouvement, va faire l'objet, au cours des mois à venir, de diverses manifestations :

Séminaire de formation sur le thème *Connaissance de l'Europe de l'Est.*

Présenté sous la forme de six journées de réflexion et de rencontres organisées entre Paris, Clermont-Ferrand et Annecy, ce séminaire, largement ouvert aux adhérents et permanents du mouvement ainsi qu'à toute personne extérieure intéressée, sera l'occasion d'une présentation de l'histoire des pays de l'Europe de l'Est et de différentes interventions de spécialistes sur la jeunesse, les minorités, la dynamique sociale et les problèmes éducatifs dans ces sociétés en mutation.

Les intervenants sont pour la plupart des universitaires et contribuent pour la majorité d'entre eux aux revues *Hérodote* et *Nouvelle Alternative*.

Vendredi 14 juin : 10h.-17h. :	Paris BULGARIE Frédéric Foscolo	Vendredi 15 nov. : 10h.-17h. :	Annecy Les jeunes de l'Europe de l'Est Véronique Soulé
Vendredi 20 sept. 10h.-17h. :	Paris URSS Charles Urjewicz	Vendredi 13 déc. : 10h.-13h. :	Paris TCHÉCOSLOVAQUIE Valér Mikula
18h30-21h. :	Histoire des pays de l'Est Henri Bogdan	14h.-17h. :	HONGRIE Pierre Kende
Vendredi 18 oct. : 10h.-17h. :	Clermont-Ferrand ROUMANIE - HONGRIE Claude Karnoouh	Début janvier : 10h.-13h. :	Paris POLOGNE Intervenant à confirmer
		14h.-17h. :	Bilan du séminaire

Mise en place d'un groupe de travail sur la pédagogie du voyage

Le voyage, "outil" pédagogique privilégié de Peuple et Culture sera, dans le cadre d'un nouveau séminaire mis en place à l'automne, l'objet de nos investigations.

Alors que la dimension "remobilisatrice" du voyage à l'étranger intégré dans un parcours de formation est peu à peu reconnue, il nous semble essentiel de formaliser l'expérience acquise en la matière pour mieux la valoriser et la diffuser ensuite.

Nos travaux se développeront donc à partir des axes suivants :

- repérage des différents effets révélateurs du voyage en fonction du profil des participants (partage d'une expérience; acquisition de repères personnels, culturels et sociaux; prise de distance, diversification des modèles, ouverture et apprentissage de la rencontre avec l'autre);
- gestion des rencontres interculturelles (préparation, analyse des problèmes repérés et traitement des difficultés inhérentes à de telles rencontres);
- évaluation des échanges réalisés et mode d'exploitation dans le contexte local de départ (mise en scène de l'expérience vécue par le biais d'expositions, de spectacles, d'articles dans la presse et de débats; valorisation des acquis).

Calendrier prévu : première session de trois jours les 4-5 et 6 octobre à Paris.

L'Année Internationale des sessions franco-allemandes

Fruits d'une longue expérience, les échanges franco-allemands donnent lieu cette année à des projets portés par plusieurs associations régionales.

Le premier qui associait l'Allier, l'Isère et la Loire Atlantique s'est déroulé à Sète du 7 avril au 15 mai sur le voilier "Sigandor", qui accueillait à son bord une quinzaine de jeunes, français et allemands, privés d'emploi.

Le second, sur le thème *Jeunesse - Culture - Loisirs*, se tiendra à Pré-en-Pail (Mayenne) du 6 au 17 juillet. Il est organisé conjointement par PEC Allier, PEC Loire-Atlantique, PEC Languedoc-Roussillon, PEC Puy-de-Dôme et PEC Haute Savoie; en outre, 3 des nouveaux Länder allemands seront représentés pour cette opération d'envergure qui regroupera une vingtaine d'animateurs et environ 80 jeunes de 16 à 20 ans.

Catherine
Beaumont

CULTURES

DANS LA VILLE

Encore un projet qui devient réalité : le séminaire *Cultures dans la ville*, dont le lancement avait été envisagé en février, a tenu sa première rencontre le jeudi 11 avril selon le calendrier prévu. Conçue comme un moment de mise en commun des expériences, des interrogations et des informations de chacun, la séance a été ressentie de manière très positive par la douzaine de personnes présentes.

Un seul regret peut-être pour les promoteurs de l'idée : le collège des adhérents individuels ne s'était guère mobilisé sur cette première.

Gageons cependant que le changement d'horaire annoncé permettra une plus large participation des membres de notre réseau.

Si Peuple et Culture n'a pas affiché son implication dans une dynamique de développement social urbain jusqu'à présent, celle-ci n'en est pas moins réelle. C'est ce qu'a montré la première séance du séminaire *Cultures dans la ville* inauguré le jeudi 11 avril, lorsque les représentants de plusieurs associations du mouvement ont décrit les différents contextes dans lesquels ils sont amenés à intervenir dans les environs de Grenoble, à Montpellier Paillade ou autour de Clermont-Ferrand.

En identifiant ainsi les lieux et les modali-

tés de leur action dans des quartiers ou des villes, les participants du séminaire ont bien isolé la spécificité de leur démarche, ce qui en fait tout à la fois la force et la faiblesse : une approche croisée qui permet d'enclencher des projets à dominante culturelle pour la plupart, en partant des dispositifs de formation ouverts aux jeunes en difficulté ou des opérations de conseil réalisées pour d'autres structures, élus municipaux ou associations de quartier, soucieuses de revaloriser non pas seulement l'habitat, mais surtout et avant tout «l'habiter».

La difficulté consiste dès lors pour les équipes de Peuple et Culture à faire connaître et reconnaître de telles démarches et à les inscrire dans les dispositifs institutionnels du développement social des quartiers (DSQ).

Si les arcanes de l'administration, la réticence de certains services extérieurs de l'Etat, l'obstination de certains élus locaux et l'absence de véritables relais de l'information en sont en partie la cause, il n'en demeure pas moins que seul un travail d'évaluation de ces croisements entre formation, action culturelle et soutien à la vie sociale et associative d'un quartier ou d'une ville, permettra de faire valoir le rôle qui peut être celui de l'éducation populaire : contribuer à une appréhension plus globale des problèmes de la Ville et à la définition de solutions, plus pérennes peut-être parce que davantage ancrées dans des dynamiques d'action au quotidien et construites à partir de l'expression, stimulée ou spontanée, du vécu des habitants. On pensera à ce propos à des expériences comme celle du *Kas Greta Bardot*, journal produit par des jeunes de la Paillade à Montpellier, ou à la capitalisation d'une mémoire sociale ainsi qu'elle a pu se faire à Clermont-Ferrand autour des logements Michelin¹ ou à Nantes avec les habitants de la cité Blanchard².

1 - cf. Christian Lamy et Jean-Pierre Fornaro, *Le logement ouvrier Michelin*, Editions Créer, Nonette, 1990.

2 - cf. Les habitants de la cité Blanchard, Jean-Pierre Le Crom, *Mémoires du camp : Souvenirs d'une cité ouvrière du XXe siècle*, Les Métiers graphiques, Les Ponts-de-Cé, 1987.

Le séminaire *Cultures dans la ville* s'organisera donc à partir d'une double exigence : celle d'une évaluation des actions menées par les différents participants, qu'elles appartiennent ou non aux opérations inscrites en DSQ, et celle d'une circulation de l'information sur les canaux institutionnels qui permettent à la fois le financement et la diffusion des expériences engagées.

Ouverts à des personnes extérieures, acteurs du terrain ou chercheurs conviés à apporter leur point de vue sur les témoignages et les problématiques choisis par le groupe, les travaux du séminaire viseront en particulier à cerner les apports d'une approche culturelle de la ville et de la façon dont elle peut contribuer à revaloriser l'habitat urbain et à donner voix à la dignité sociale des habitants. Ainsi, peut-on affirmer, comme le fait Claude Renard, chargée de mission «Culture» auprès de la DIV, que dans le cadre d'une politique de la ville, «le culturel tire le social par le haut»?

Pour permettre à des gens que leurs activités professionnelles rendraient indisponibles pendant la journée, d'assister au séminaire, il a été prévu que le groupe se réunirait à partir de 18 heures, l'après-midi pouvant cependant être consacré à des visites sur le terrain. La prochaine séance de *Cultures dans la ville* se tiendra le jeudi 13 juin, au siège de l'Association nationale et sera consacrée à la question suivante : «Comment faire naître et accompagner un projet de jeunes?».

Si vous ne pouvez suivre nos travaux mais souhaitez être tenus informés de leur déroulement et bénéficier des informations que nous pourrions recueillir sur les circuits de décision et les possibilités de financement ou de valorisation des actions de développement social urbain, nous vous ferons parvenir les comptes rendus de nos rencontres.

CB 

LE GROUPE CULTUREL

Constitué depuis le début de l'année, le groupe culturel s'est fixé comme objectif, au travers de la réalisation d'une exposition itinérante, de contribuer à la réflexion sur l'action culturelle au sein du mouvement.

Trois rencontres ont déjà eu lieu qui nous ont permis de préciser notre démarche.

L'exposition itinérante :

Il s'agira d'une exposition d'art contemporain, domaine dans lequel les expériences des uns et des autres ont permis l'acquisition d'un savoir-faire important, la mise au point de méthodes, la constitution de réseaux, l'intérêt et la fidélité d'un public... Elle sera réalisée en commun, du début à la fin depuis le choix de l'artiste et la conception du carton d'invitation et du catalogue jusqu'au montage de l'exposition et son évaluation.

L'intérêt d'un tel projet est de susciter entre les différents membres du groupe, mais aussi au niveau de l'ensemble du mouvement, une véritable **dynamique culturelle** capable de relancer, ou en tout cas, d'accélérer la réflexion de Peuple et Culture sur le culturel.

A l'heure actuelle, nous pensons en effet que la place du culturel au sein de notre mouvement est parfois occultée au profit d'autres domaines et n'a plus la dimension qui devrait être la sienne. L'acte que nous avons choisi de poser, de par son envergure, ne sera pas sans poser des questions importantes, comme par exemple la capacité des uns et des autres, adhérents ou militants, à s'investir sur leur région dans un domaine qui n'est pas a priori leur domaine d'action, ou encore, la place faite à une action culturelle, dans une programmation globale d'activités.

Le groupe de réflexion :

On le voit, la mise en place du projet d'exposition nous a déjà permis de pointer un certain nombre de questions essentielles, notamment au niveau interne.

La raison d'être première de ce groupe repose en effet sur un travail de réflexion concernant l'action culturelle en général. Nos rencontres sont donc l'occasion d'échanges, d'interrogations sur notre travail, notre rôle, nos moyens, sur notre légitimité, la spécificité de notre action, nos réseaux et nos partenaires...

Un certain nombre de textes de référence sont diffusés au sein de notre groupe et servent de point de départ à cette réflexion. Des personnes extérieures sont également invitées à venir alimenter et enrichir nos débats.

Au total, l'action de notre groupe - exposition itinérante et débats - fera l'objet d'un document de synthèse qui sera largement diffusé à l'interne et à partir duquel nous espérons que la discussion pourra s'engager.

Les participants :

Catherine Beaumont, PEC National
 Brigitte Benoit, PEC Auvergne
 Nicolas Borg-Pisani, PEC National
 Elisabeth Derotalier, PEC Isère
 Richard Macia, PEC Languedoc-Roussillon
 Marie-Pierre Marliac, PEC Puy-de-Dôme
 Véronique Munsch, Transsud Création
 Christiane Palmer, PEC Loire-Atlantique
 Jean-Louis Saiz, PEC Haute Savoie
 Manée Teyssandier, PEC Corrèze

Prochain rendez-vous :

19 et 20 juin à Tulle à l'occasion du vernissage de l'exposition rétrospective d'Ernest Pignon Ernest.

LE FORMATEUR DANS LA CITE... A QUOI SERT-IL, QUI SERT-IL ?

Où en est la formation des adultes ? Le formateur dans la cité, à quoi sert-il, qui sert-il ?

Tels sont les thèmes des deux conférences données par Guy Jobert jeudi 18 avril dernier à Brive et à Tulle.

Dans la journée du 18 avril à Brive, au sein de l'immeuble consulaire, son intervention s'est adressée à un public de professionnels (près de 70 formateurs, conseillers d'orientation, gestionnaires d'institutions de formation, personnels des structures du crédit formation), en présence, notamment, du Directeur départemental du travail, du Directeur de la structure pilote du crédit formation et du CIO de Tulle, du coordonnateur de zone.

Cette journée a été l'occasion de faire le point sur les pratiques actuelles de formation des adultes et des jeunes non scolarisés après qu'elles aient été restituées dans leur évolution historique depuis 1945.

Le soir à Tulle à l'initiative de Peuple et Culture Corrèze, s'adressant à un public plus large dans le cadre de *Droit de Questions*, Guy Jobert a situé l'importance de la formation des adultes dans la société; depuis la loi de 1971 la formation est devenue un phénomène de société considérable avec deux grands secteurs :

- Formation des chômeurs adultes et jeunes (60% des jeunes passent par un dispositif d'insertion dans les deux années qui suivent leur sortie du système scolaire);

- Formation des actifs liée aux technologies nouvelles en entreprise.

Budget global : 80 milliards dont 39, soit 50% de la dépense globale, sont consacrés à la formation des chômeurs (11% de la population active).

La formation des adultes se trouve située au coeur même des contradictions et des luttes de société; cependant curieusement, et cela pose question, on constate qu'elle est un objet de consensus entre pouvoirs publics, patronat, syndicats ouvriers, politiciens... Ce consensus peut s'expliquer par la faillite des modèles alternatifs socialistes ou libéraux, par la difficulté que nous avons à remettre en cause nos modèles de développement (le système actuel avec la richesse qu'il développe et l'exercice d'une démocratie au moins formelle n'étant pas sans vertu pour nous) et à envisager une alternative : situation de *panne idéologique*.

Le formateur se trouve lui, dans une situation très ambiguë et souvent de grand inconfort face aux aspects très contradictoires du rôle qu'il joue; simultanément il peut éprouver un sentiment d'impuissance, d'utilité limitée - voire d'inutilité -, l'impression d'être manipulé à des fins de régulation sociale sans pouvoir formuler d'alternative convaincante; mais il éprouve aussi quotidiennement l'impression de service rendu aux personnes (éviter le chômage, l'exclusion...).

Ce propos a ensuite été illustré dans le contexte de situations concrètes et a donné lieu à une discussion avec l'ensemble des participants.

Josette Poujet

PREPARATION DE L'UNIVERSITE D'ETE

Comme nous l'avons indiqué dans l'Edito, un peu *perdues* dans la culture PEC, nous sommes allées glaner çà et là ce qui, à un moment ou à un autre de l'histoire du mouvement, était apparu comme valeur fondamentale.

Cette "fouille" est incomplète, les documents qui nous ont servi pour ce travail, en dehors de textes "incontournables", tel *Le manifeste de 1945*, ou *Le projet d'orientation pour Peuple et Culture* écrit au moment de l'Assemblée Générale de Nîmes en décembre 1989, nous ayant choisies plus que nous ne les avons choisis.

Le tableau de présentation auquel nous sommes parvenues - qui opère une distinction entre les fondements et leurs conditions de mise en oeuvre - a, avant tout, une valeur de référence dont l'objectif essentiel est de vous faire réagir.

En effet, nous souhaitons que notre travail de défrichage s'enrichisse de vos apports que nous espérons nombreux et rapides pour que nous puissions les prendre en compte.

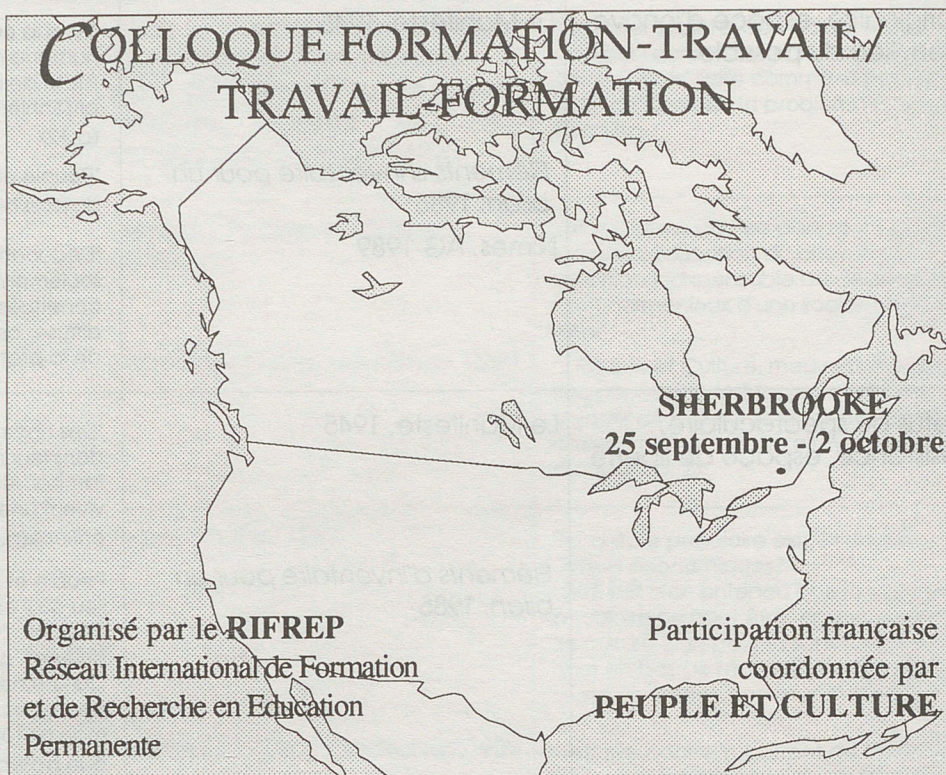
Corinne Baudelot, Catherine Beaumont, Carole Malapert.

FONDEMENTS	DOCUMENT DE REFERENCE	CONTEXTUALISATION
Accès du plus grand nombre : - à la culture, - au savoir, - à la connaissance	Le Manifeste, 1945 PEC Haute Savoie, Communiqué de presse, 1991	"...dans nos revendications, le droit au savoir est inséparable du droit au bien-être" (p.5) "L'éducation, nous le savons, est, après le pain, le premier besoin du peuple." (p.6) "...s'il est vrai qu'il y a eu un fort développement des équipements culturels, ils n'ont pas résolu l'accès du plus grand nombre à la culture;...les besoins en éducation et en formation sont toujours aussi impérieux"
Respect et / ou valorisation des identités des groupes et des individus	PEC Isère : - Texte de Jean-Louis Bernard, mars 1991 - Texte de Paul Bron, mars 1991	"Notre revendication d'être un mouvement d'éducation populaire... suppose une capacité à utiliser les interstices, les failles, les espaces non codifiés pour permettre à des personnes ou à des groupes d'assurer leur identité." (p. 4) "...développer notre capacité à saisir, identifier et accompagner des actions qui permettent à des individus ou à des groupes d'affirmer leur identité." (p.2)
Développement de l'individu, de son autonomie, de son esprit critique	Le Manifeste, 1945 <i>Un projet pour Peuple et Culture (1990 - 1991)</i> Assemblée Générale, Nîmes, décembre 1989	"Même quand elle (la culture populaire) pénètre au plus profond des masses, elle appelle chacun à un effort de transformation de soi-même" (p. 30) "Peuple et Culture doit rester fidèle à la notion large d'éducation permanente"... "Les dimensions de la sensibilité, de l'intuition, de la création doivent être présentes, non seulement parmi les thèmes proposés mais aussi au coeur des démarches mises en oeuvre." (pp. 8 et 9)

FONDEMENTS	DOCUMENT DE REFERENCE	CONTEXTUALISATION
Développement de l'individu...(suite)	Enda (Environnement et Développement du Tiers-Monde), Note de synthèse sur la mission réalisée auprès de Pec Languedoc-Roussillon, 1990	"Le projet sociétal de Pec qui vise à valoriser l'autonomie et l'identité culturelle des individus" (cité comme la première ligne de force de la problématique de Pec L.R.)
Education du citoyen	Dépliant Peuple et Culture (national) Assemblée Générale, Nîmes, 1989	"Les membres de Pec partagent la conviction que l'éducation du citoyen est une condition indispensable au développement harmonieux d'une société démocratique" "...Peuple et Culture, mouvement d'éducation populaire, s'est toujours fixé pour objectif de permettre à ses adhérents le développement d'une citoyenneté critique." (p. 2)
Révolution / Evolution sociale et économique	Le Manifeste, 1945 Assemblée Générale, Nîmes, 1989	"La culture populaire exige l'abolition des classes économiques." "Qu'il soit bien entendu que la culture populaire ne peut être, en son terme, que la culture d'un peuple sans classe qui, du haut en bas de l'échelle sociale, participe à une civilisation commune." (p.29) "Il est par contre important de réfléchir aux nouveaux mécanismes de redistribution de la richesse et à la manière dont devra s'organiser la solidarité nationale dans les années qui viennent." (p.3)

MODALITES DE MISE EN OEUVRE	DOCUMENT DE REFERENCE	CONTEXTUALISATION
Travail d'équipe : entre les bénévoles et les permanents	<i>Eléments d'inventaire pour un bilan</i> , Introduction, 1985	"L'insoutenable légèreté du fonctionnement des instances n'est-il pas le premier écueil qui conduit à réduire l'association à la seule équipe des salariés ? à se couper d'une base militante, qui seule peut assurer l'audience de l'association, au profit de sa seule clientèle ?" (§4)
Pluralité de l'action : - au niveau des publics - au niveau des thèmes d'intervention	Nîmes, Assemblée Générale 1989 Pec Auvergne, Trialogue, CR, janvier 1991 Pec Isère, chemise de présentation, 1991	"Il est important de préserver le caractère <i>généraliste</i> de Peuple et Culture." (p.8) "absence de sectarisme des publics et thèmes d'intervention" "...mais Pec, c'est aussi l'opaque de prestations associatives multipoles..."
Professionalisme / Savoir-faire	Le Manifeste, 1945 <i>Eléments d'inventaire pour un bilan</i> , Introduction, 1985	"Tous ceux qui ont le sens de la jeunesse, de l'éducation populaire doivent s'imposer un sérieux apprentissage." (p.28) "Autant il est évident qu'une association de Pec donne dans la formation, autant il semble évident que, lorsqu'on travaille pour Pec, on reçoit de fait une formation. Ne confond-on pas abusivement formation et acquisition de savoir-faire ? Ne déqualifions-nous pas ainsi la formation que nous prétendons apporter à d'autres ?" (§7)

MODALITES DE MISE EN OEUVRE	DOCUMENT DE REFERENCE	CONTEXTUALISATION
Originalité, espace d'innovation, lieu du possible	Le Manifeste, 1945 <i>Eléments d'inventaire pour un bilan</i> , 1985 Nîmes, AG 1989	"Ainsi la culture populaire a besoin d'un humanisme, d'une organisation propres - faute de quoi, elle risque de rester prisonnière d'un enseignement périmé." (p.12) "Peuple et Culture perçu comme un lieu du possible" (pp. 35 et sq.) "L'éducation populaire ne doit plus seulement être <i>consommatrice</i> de savoirs constitués ou officiels mais oser produire et diffuser des connaissances nouvelles nées de la pratique des ses militants." (p.4)
Refus du spectaculaire, résistance, espace de liberté	Le Manifeste, 1945 <i>Eléments d'inventaire pour un bilan</i> , 1985 PEC Haute savoie, Communiqué de presse, 1991	"Des hommes qui ne s'emprisonnent pas dans leur milieu de travail, leur milieu familial, leur catégorie sociale, mais qui vivent une solidarité avec le peuple tout entier." (p.14) Peuple et Culture est perçu comme un lieu où il est possible d'avoir un discours déviant". "Nous nous sommes fait la réflexion que l'originalité de Peuple et Culture ne réside pas tant dans les domaines d'intervention qu'il s'est choisis, mais plutôt dans cet "insaisissable utopique possible". (p. 36) "...que sa présence aux côtés d'autres associations qui se consacrent à l'éducation continue, à la formation générale par la culture, à la création et diffusion culturelle, est toujours d'actualité et qu'elle se situe dans un champ bien particulier où, il est vrai, le spectaculaire et l'événementiel n'ont pas cours"
Aller-retour action, réflexion, évaluation	Le Manifeste, 1945 Nîmes, Assemblée générale, 1989 PEC Isère : - Texte de J.L.Bernard, mars 1991 - Texte de Paul Bron, mars 1991	"La culture s'appuie d'abord sur la vie de l'homme, la vie de la société, la vie du monde... Elle relie la connaissance à l'action par une philosophie des valeurs." (p.11) "Il nous faut pour cela mettre en place un dispositif qui garantisse un aller et retour constant entre l'action, la réflexion sur l'action et l'évaluation des pratiques par rapport aux intentions." (p.2) "Cela suppose de continuer le travail de terrain que nous faisons, et d'en tirer des éléments de réflexion, de méthodologie, une capacité d'expertise..." (p.3) "...la recherche/action, les études doivent le plus possible s'appuyer sur ces actions de façon à les mettre en cohérence, à théoriser sur la pratique et à concevoir des outils ou des produits qui seront ensuite réinvestis dans nos champs d'intervention." (p. 3)



Réseau francophone créé en 1983 par des formateurs et des universitaires belges, français, québécois et suisses, le RIFREP a pour objectif, au travers de rencontres régulières - colloques et symposiums, suivis de publications-, d'approfondir la réflexion sur les grands thèmes de la formation des adultes.

Soucieux de s'impliquer dans une structure internationale utile à l'enrichissement de ses propres débats et dont les idées fondatrices, à savoir les rapports entre la recherche et la formation, sont proches des siennes, Peuple et Culture a choisi de s'associer aux travaux du RIFREP.

Cette année, la rencontre organisée par ce réseau portera sur les liens entre le travail et la formation et aura lieu dans le cadre de l'Université de Sherbrooke, une des plus innovantes d'Amérique du Nord par son ouverture vers le monde du travail et de la formation permanente, qu'il s'agisse de recherche ou d'actions éducatives.

Les journées de Sherbrooke conjugueront une confrontation réflexive des pratiques et innovations (colloque et symposium) et des rencontres en situation avec des professionnels du Québec (visites d'entreprises et de centres de recherche et de formation).

Peuple et Culture s'est engagé à constituer une délégation de praticiens et chercheurs français issus de différents secteurs, autour des thèmes qui seront développés lors du colloque et du symposium :

- la mobilité de la main d'oeuvre;
- l'entreprise milieu de formation;
- les mesures d'impact de la formation;
- l'analyse du travail et l'évolution des compétences.

Impliqués dans le secteur de la formation, vous avez des communications à proposer et souhaitez vous associer activement à cette manifestation. N'hésitez pas à nous contacter.

CBe

SEMINAIRE

PEUPLE ET CULTURE

ADELS

Le 12 octobre prochain, Peuple et Culture organise en collaboration avec l'Adels (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale) une journée ouverte, sorte de séminaire sur le thème : *Habitants, participants, citoyens ? Pour un renouveau de la politique de la Ville.*

Au delà de la volonté d'organiser une manifestation publique avec l'Adels marquant ainsi la convergence de nos approches, cette journée a pour objectif, à l'heure où les débats sur le développement social urbain animent l'ensemble des médias et de la classe politique française, de permettre aux responsables et acteurs de terrain de s'interroger *autrement* sur le thème de la participation, de réfléchir à ses enjeux et de rendre possible la formalisation et l'expression d'une dynamique nouvelle, plus lucide quant aux tenants et aux aboutissants d'une intervention sur le tissu urbain.

La journée, qui se veut donc un moment de production commune, sera essentiellement organisée autour d'ateliers dont les thèmes permettront de questionner et de recentrer la notion trop souvent galvaudée de participation.

Cinq ateliers ont pour l'heure été évoqués qui seront l'occasion :

- de replacer la participation dans une dynamique plus générale, à l'interface entre expression et décision, et d'inventorier les lieux et les moments qui favorisent le passage de l'une à l'autre;

- de préciser les catégories ou groupes - habitants, intermédiaires sociaux ou élus - pour lesquels la participation est présentée ou ressentie comme un besoin et d'interroger la notion de désir dans cette perspective;

- de réfléchir aux dangers liés à la sectorisation des thèmes, lieux et moments de participation en regard de l'exercice d'une véritable citoyenneté; d'évaluer aussi, cependant, le rôle de tremplin vers la citoyenneté que la participation peut, paradoxalement, être amenée à jouer;

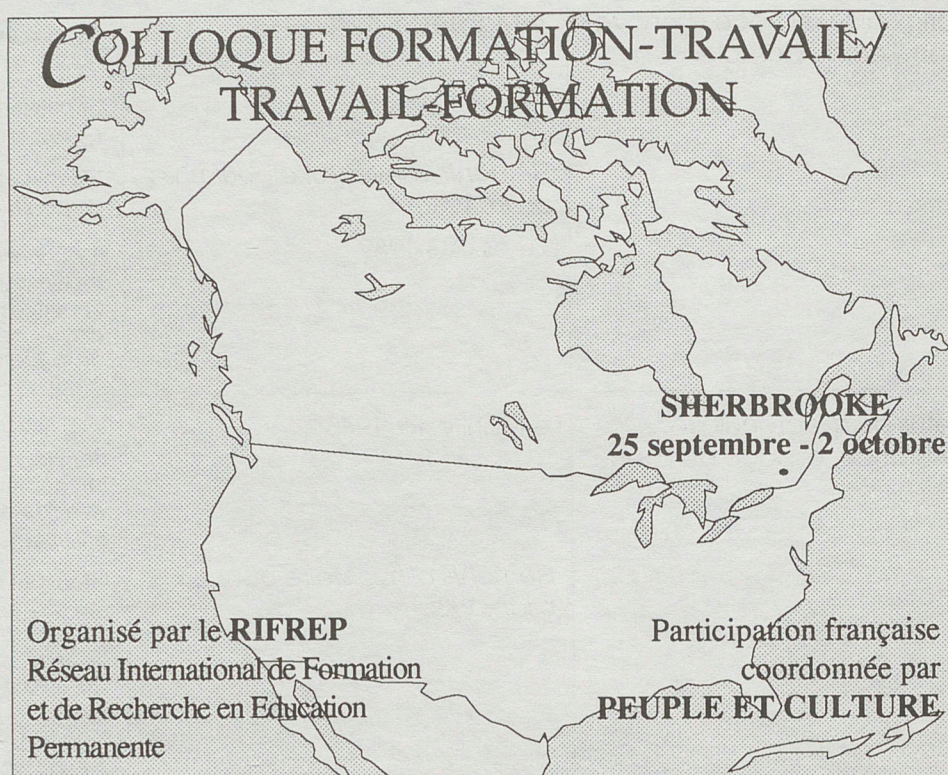
- de prendre conscience des risques liés à la visibilité sociale et au cadrage institutionnel, facteurs de réduction et de dénaturation de certains projets, voire d'encouragement indirect à la marginalité ou à l'illégalité;

- de spécifier ce qui conditionne l'action des intermédiaires sociaux et des élus, et de préciser leurs marges de manoeuvre entre attentisme et interventionnisme, entre "non-assistance à personnes en danger" et "acharnement thérapeutique".

Dans chacun des ateliers, un témoin présentera une expérience significative à partir de laquelle les participants, aidés par un expert et un animateur, engageront le débat.

Les résultats de la journée qui réunira une centaine de personnes, pour la plupart des acteurs du développement social urbain et quelques observateurs éclairés, donneront lieu à la réalisation d'actes destinés à une plus large diffusion.

La date de cette manifestation est fixée au samedi 12 octobre, de 9h30 à 19h, dans un lieu qui sera précisé ultérieurement.



Réseau francophone créé en 1983 par des formateurs et des universitaires belges, français, québécois et suisses, le RIFREP a pour objectif, au travers de rencontres régulières -colloques et symposiums, suivis de publications-, d'approfondir la réflexion sur les grands thèmes de la formation des adultes.

Soucieux de s'impliquer dans une structure internationale utile à l'enrichissement de ses propres débats et dont les idées fondatrices, à savoir les rapports entre la recherche et la formation, sont proches des siennes, Peuple et Culture a choisi de s'associer aux travaux du RIFREP.

Cette année, la rencontre organisée par ce réseau portera sur les liens entre le travail et la formation et aura lieu dans le cadre de l'Université de Sherbrooke, une des plus innovantes d'Amérique du Nord par son ouverture vers le monde du travail et de la formation permanente, qu'il s'agisse de recherche ou d'actions éducatives.

Les journées de Sherbrooke conjugueront une confrontation réflexive des pratiques et innovations (colloque et symposium) et des rencontres en situation avec des professionnels du Québec (visites d'entreprises et de centres de recherche et de formation).

Peuple et Culture s'est engagé à constituer une délégation de praticiens et chercheurs français issus de différents secteurs, autour des thèmes qui seront développés lors du colloque et du symposium :

- la mobilité de la main d'oeuvre;
- l'entreprise milieu de formation;
- les mesures d'impact de la formation;
- l'analyse du travail et l'évolution des compétences.

Impliqués dans le secteur de la formation, vous avez des communications à proposer et souhaitez vous associer activement à cette manifestation. N'hésitez pas à nous contacter.

CBe

SEMINAIRE

PEUPLE ET CULTURE

ADELS

Le 12 octobre prochain, Peuple et Culture organise en collaboration avec l'Adels (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale) une journée ouverte, sorte de séminaire sur le thème : *Habitants, participants, citoyens ? Pour un renouveau de la politique de la Ville.*

Au delà de la volonté d'organiser une manifestation publique avec l'Adels marquant ainsi la convergence de nos approches, cette journée a pour objectif, à l'heure où les débats sur le développement social urbain animent l'ensemble des médias et de la classe politique française, de permettre aux responsables et acteurs de terrain de s'interroger *autrement* sur le thème de la participation, de réfléchir à ses enjeux et de rendre possible la formalisation et l'expression d'une dynamique nouvelle, plus lucide quant aux tenants et aux aboutissants d'une intervention sur le tissu urbain.

La journée, qui se veut donc un moment de production commune, sera essentiellement organisée autour d'ateliers dont les thèmes permettront de questionner et de recentrer la notion trop souvent galvaudée de participation.

Cinq ateliers ont pour l'heure été évoqués qui seront l'occasion :

- de replacer la participation dans une dynamique plus générale, à l'interface entre expression et décision, et d'inventorier les lieux et les moments qui favorisent le passage de l'une à l'autre;

- de préciser les catégories ou groupes - habitants, intermédiaires sociaux ou élus - pour lesquels la participation est présentée ou ressentie comme un besoin et d'interroger la notion de désir dans cette perspective;

- de réfléchir aux dangers liés à la sectorisation des thèmes, lieux et moments de participation en regard de l'exercice d'une véritable citoyenneté; d'évaluer aussi, cependant, le rôle de tremplin vers la citoyenneté que la participation peut, paradoxalement, être amenée à jouer;

- de prendre conscience des risques liés à la visibilité sociale et au cadrage institutionnel, facteurs de réduction et de dénaturation de certains projets, voire d'encouragement indirect à la marginalité ou à l'illégalité;

- de spécifier ce qui conditionne l'action des intermédiaires sociaux et des élus, et de préciser leurs marges de manoeuvre entre attentisme et interventionnisme, entre "non-assistance à personnes en danger" et "acharnement thérapeutique".

Dans chacun des ateliers, un témoin présentera une expérience significative à partir de laquelle les participants, aidés par un expert et un animateur, engageront le débat.

Les résultats de la journée qui réunira une centaine de personnes, pour la plupart des acteurs du développement social urbain et quelques observateurs éclairés, donneront lieu à la réalisation d'actes destinés à une plus large diffusion.

La date de cette manifestation est fixée au samedi 12 octobre, de 9h30 à 19h, dans un lieu qui sera précisé ultérieurement.

CBe

COLLOQUE

"1971 - 1991 : XXe ANNIVERSAIRE DE LA LOI DE 1971"

La loi de 1971 a marqué, pour les associations d'éducation populaire, un aboutissement et une rupture. D'une part, elle a donné une base légale et un support financier à un objectif fondamental des militants, à savoir le droit à l'éducation pour tous à partir du milieu de production. Dans le même temps, en induisant un nouveau mode de financement, elle a amené les associations à se confronter à la loi du marché, notamment pour la formation des catégories défavorisées. Qu'en est-il au bout de 20 ans d'expérience ?

C'est à cette question fondamentale que nous avons le projet de répondre, ou tout au moins d'apporter un début de réponse.

A l'issue d'une réflexion approfondie, il nous est apparu deux éléments majeurs.

Tout d'abord, la période 1971 n'est compréhensible que si elle est située par rapport aux ruptures antérieures, notamment à celle des années 60, marquées par la création d'instances de concertation et d'organismes de cogestion dans le cadre des nouvelles institutions de la Vème République.

Ce sont tout à la fois la mise en place de l'Etat-Providence et l'avènement de la Vème République qui vont influencer l'attitude et les projets des mouvements d'Education Populaire. L'enthousiasme de l'après-guerre est tombé et les conflits entre mouvements sont encore très forts. Dans un premier

temps, ceux-ci vont être très ambivalents à l'égard d'une intervention de l'Etat, alors qu'ils souhaitent une reconnaissance méritée. Cette opposition leur permettra de se rencontrer.

Les sciences sociales, dont certains militants de l'Education Populaire organisent la pratique au sein de plusieurs laboratoires, se veulent l'accompagnement nécessaire de tout projet d'action militante, et surtout de tout projet venu de l'Etat central. Pourtant, l'Education Populaire y perdra, pour un temps, jusqu'à son nom et sera détrônée par l'animation et l'action culturelle - deux projets apparus à la même époque et soutenus par deux départements ministériels différents.

Cette période a fortement marqué tous les mouvements des années 60 et il importait donc pour Peuple et Culture d'intégrer le travail entrepris par Geneviève Poujol et le groupe d'historiens réuni autour d'elle dans ce retour réflexif sur le passé que seront les journées de novembre.

Par ailleurs, si d'ores et déjà des travaux scientifiques sérieusement étayés ont été effectués sur la période allant de 1960 à la veille des événements de 1968, nous ne possédons pas encore de recherches suffisantes sur la période post-71.

La journée du 29 novembre s'organisera donc comme une table ronde exploratoire réunissant chercheurs et acteurs de l'éducation populaire autour d'une même question : pourquoi des mouvements comme Peuple et Culture ont-ils hésité dans un premier temps à s'investir pleinement dans les secteurs de la formation professionnelle et qu'en est-il aujourd'hui ?

CB

thèmes et intervenants

21 - 22 novembre :

L'éducation populaire au tournant des années 60

avec la participation de : Jean-Pierre Augustin, Pierre Belleville, Jean-François Chosson, Joffre Dumazedier, Etienne Fouilloux, Augustin Girard, Maurice Imbert, Jacques Ion, Jacques Jenny, M. Monchablon, Pierre Moulinier, Geneviève Poujol, Jean-Pierre Rioux, Guy Saez, Françoise Tétard, Philippe Urfalino.

29 novembre :

La loi de 1971 et les associations d'éducation populaire

Journée coordonnée par Jean-François Chosson, avec la participation de : Joffre Dumazedier, Jacques Hedoux, Maurice Lefevre, Bernard Lietard et les représentants des principales associations d'éducation populaire.

j u i l l e t	31 -	Pec Isère . Colloque sur la Pluriactivité . Présentation d'une étude sur le RMI		29 -	Visite du bureau national à Nantes
	19 -	Pec Corrèze Vernissage de l'exposition Ernest Pignon Ernest Pec Puy de Dôme Eurock	13 - Séminaire Cultures dans la ville, Paris 14 - Séminaire Europe de l'Est - Bulgarie -, Paris 17 - Séminaire Développe- ment local, Paris	11 -	Visite du bureau national dans le Nord / Pas-de-Calais
	29-30	Pec Loire Atlantique Festival des Solidarités Internationales			
j u i l l e t	6-17	Jeunesse - Culture - Loisirs Session franco - allemande Pré-en-Pail		2 -	Réunion du bureau national, Paris
	17-20	Pec Languedoc-Roussillon Université d'été <i>Des Saveurs au Savoir</i>			

fermeture de l'association nationale

s e p t e m b r e		1-2-3 - Pec national Université d'été, Saint-Prix	
		25 - 2 oct. Colloque Formation - Travail Travail - Formation Sherbrooke (Québec)	

PEUPLE ET CULTURE CORREZE LES PROCHAINS THEMES DE DROIT DE QUESTIONS

Hommage à Jean Vilar
*Un théâtre pour qui ?
Un théâtre pourquoi ?*
avec Jacques Ralite et Dominique Vilar.

*Les enjeux du nouveau paysage
audiovisuel et de la marchandisation
de la presse*
avec Bernard Langlois, directeur de
rédaction et de publication de *Politis*.

Sciences et Ethique
avec Jacques Testart, chercheur en
biologie.

Le numéro 4 de *La Lettre aux Adhérents*
a été tiré en 1 500 exemplaires.
Conception et réalisation :
Catherine Beaumont.

infos diverses

PEUPLE ET CULTURE CORREZE EXPERIENCE DE DIFFUSION DE VIDEO DE CREATION

Annecy, un des *Cent lieux* du réseau européen de diffusion de la vidéo de création.

Quelle vidéo ?

La vidéo de création peut être de nature plastique, fictionnelle, pédagogique, documentaire... Elle se distingue, de ce qui se voit généralement à la télévision et dans les vidéo-clubs, par son désir de trouver d'autres manières d'aborder le contenu et la forme. C'est cette recherche créative qui lui donne son côté étonnant, nouveau, attirant.

Quel projet ?

Créer des lieux de diffusion régulière pour permettre à un public plus large d'accéder à la vidéo de création. Créer en même temps des lieux de réflexion sur la création vidéo aujourd'hui, au moment où réalisateurs, producteurs, distributeurs, festivals... se multiplient.

Originalité du projet

C'est d'intervenir et de développer une collaboration entre divers partenaires et de créer de nouveaux rapports avec les créateurs, les distributeurs et le public.

Niveau européen

Suite à diverses rencontres internationales à Bruxelles, Strasbourg, Montbéliard..., un réseau de 100 lieux se met en place dans tous les pays européens.

Niveau régional

Un regroupement régional s'est créé entre Savoie, Haute Savoie et Suisse Lémanique pour créer un réseau d'échanges qui va de Chambéry à Genève et Lausanne en passant par Annecy.

Niveau local

Annecy. A l'initiative de Peuple et Culture, un partenariat s'est développé et le projet est maintenant co-produit par le CAC, l'Ecole des Beaux-Arts et Pec, auxquels d'autres partenaires viendront se joindre de façon plus ponctuelle.

Que se passera-t-il ?

Chaque mois à l'Espace 60 à Bonlieu, un programme sera présenté le mercredi à 19h00 pour permettre un accès régulier à la vidéo et faire un travail suivi de sensibilisation. Pour chaque séance, un intervenant (réalisateur, critique...) sera présent.

Après un an de fonctionnement, cette expérience tend à s'ouvrir sur le département.

Pec Annecy est d'ailleurs à la recherche de partenaires à Thonon, Annemasse et Cluses.

Peut-être qu'une telle expérience peut tenter d'autres associations régionales et aboutir à la création d'autres lieux.

Si vous êtes intéressé, contactez Jean-Louis Saiz, Pec Annecy au 50 45 15 53.

DES DEMARCHES CLASSIQUES AUX DIDACTIQUES : TECHNIQUES, METHODES, OUTILS EN EXPRESSION COMMUNICATION

XXIIIe rencontre de l'Association des Formateurs en Expression et Communication,
sous la Présidence de Jean-François Chosson.

Ecole Nationale Supérieure des Sciences Economiques Appliquées, Campus Universitaire de Dijon.

Les 13, 14 et 15 septembre.

Renseignements et inscriptions : ASFEC - Tél. : (1) 43 94 32 55.